

« Libération » du 01/03/2011 À 00H00 (MISE À JOUR À 11H25)

Pour la dignité, je propose la création d'un revenu citoyen

Par DOMINIQUE DE VILLEPIN Président de République solidaire.

Les peuples arabes nous tendent un miroir. Peut-on se réjouir de ce qu'on y voit ? Écoutons ce qui se dit d'admiration, d'enthousiasme et de peur dans les rues, les cafés, à table en famille. Nous parlons d'eux, mais en fait nous nous posons des questions sur nous-mêmes. Qui voulons-nous être ? La vérité, c'est que nous nous sentons perdus. La République est à bout de souffle. Cette révolution arabe est une main tendue. Nous pouvons la saisir ou nous pouvons la rejeter. Écouter l'espoir ou la peur. Ne prenons pas le risque d'un faux départ en imaginant déjà des flux incontrôlables, des théocraties meurtrières, un terrorisme déchaîné. Nous avons un destin commun, de part et d'autre de la Méditerranée et nous pouvons faire tomber des barrières érigées depuis près de cinquante ans, des mépris, des rancœurs, des cynismes. C'est le rôle de la France d'œuvrer à la réconciliation des deux rives. Il y a là-bas une formidable aspiration à la dignité. C'est le seul mot d'ordre.

Et chez nous, chez les éleveurs qui travaillent sans revenu ? Chez ces jeunes de banlieue qui jouent le jeu des diplômés, mais savent bien qu'ils ont quatre fois moins de chances d'emploi que d'autres ? Chez les chômeurs de longue durée qui se sentent baladés de formation en stage sans perspective, les plus jeunes pour qui l'entrée dans l'emploi est un parcours du combattant et les plus âgés qui s'en sentent expulsés ? Chez ces fonctionnaires orphelins de leur mission ? Chez ces exclus qui mendient parfois plus un regard qu'une pièce ? Le même mot d'ordre murmuré. Qu'on nous rende notre dignité.

Oui, il y a de part et d'autre une même aspiration à la dignité. Qui nous en prive ? La réponse est plus complexe ici que là-bas. C'est une accoutumance diffuse à l'indifférence, une acceptation de la compétition de tous contre tous, une soumission à la marchandisation du monde. Notre vie politique et médiatique s'est pliée au réalisme comme les diplomaties occidentales se sont rendues à la normalité de la dictature au nom de l'exception arabe. Le sentiment d'avoir trop à perdre et la loi de bascule des grands partis, avec ses petits arrangements entre ennemis et ses petits ajustements à la marge, nous ont condamnés au statu quo. La révolution de la dignité que nous appelons de nos vœux sans oser le dire à haute voix, c'est une reconquête sur nous-mêmes, un réveil des consciences. Faisons de l'indignation le levier de la dignité retrouvée, par une véritable refondation sociale.

Pendant des siècles l'humanité n'a eu d'autre but que d'assurer sa survie. La révolution industrielle, en deux siècles, a changé la donne. C'est la simple vérité que nous constatons chaque jour : il y a abondance, mais pas pour tous. Nous sommes une nation riche d'un long passé et d'un patrimoine accumulé. N'est-il pas naturel que chaque Français ait un droit sur l'héritage national ? N'est-il pas nécessaire de donner au citoyen la liberté de se consacrer aux choses de la cité, comme les jurés aujourd'hui ou les citoyens athéniens hier ? N'est-il pas utile de profiter du libre épanouissement des dons de chacun ? C'est vrai, hier ce n'était ni possible ni forcément souhaitable. En France, c'est devenu possible et souhaitable - à cause du chômage de masse, de l'éducation démocratisée, de l'émancipation des femmes - et tout au long du XXI^e siècle, les pays développés se tourneront vers ces solutions simples, modernes, justes. Je propose la création d'un revenu citoyen. Il s'agirait d'un revenu garanti à tous, de l'ordre de 850 euros. Autant dire le strict nécessaire. Aucun luxe, tous ceux qui en vivent vous le diront. Mais un socle pour construire une vie digne et libre : ce revenu serait dégressif jusqu'à un niveau de revenus médian, autour de 1 500 euros. Enfin, ce revenu créerait l'engagement moral de poursuivre une activité - travail, formation, bénévolat associatif, engagement politique ou syndical, création artistique. Couplé à une réforme profonde de l'impôt sur le revenu, fusionné avec la CSG, rendu plus progressif et prélevé à la source, ce revenu pourra être versé en temps réel en cas de baisse de revenus, sans les retards désastreux qui sont la règle de nos allocations sociales. Il sera financé largement par un redéploiement d'aides existantes, par des économies de frais d'administration des aides et par des hausses ciblées d'impôts, TVA et tranches supérieures de l'impôt sur le revenu.

Ce revenu citoyen réglerait-il tout ? Bien sûr que non. Mais il serait un socle pour rebâtir notre république sociale et démocratique. Un nouveau départ pour rebâtir nos services publics, aujourd'hui en miettes. Il faut surmonter à la fois le tout-Etat et le tout-marché et remettre enfin l'intérêt général au cœur de notre république. La propriété privée n'exonère pas d'une responsabilité sociale. C'est pourquoi une régulation publique des intérêts privés est souvent nécessaire. La crise l'a prouvé, nous avons besoin d'un service public bancaire, tant pour les garanties envers les usagers que pour assurer des obligations de service public de financement de l'économie, en dirigeant le crédit vers les PME notamment. Nous avons besoin d'un service public du logement qui maîtrise les abus - logements vides, marchands de sommeil - et harmonise la demande et l'offre, par un cahier des charges avec contreparties concernant les loyers.

Un nouveau départ pour rebâtir notre conception de la citoyenneté. Un service citoyen obligatoire pour tous les jeunes et ouvert à tous les âges permettra le brassage social et l'engagement pour le bien public. C'est l'occasion de repenser le maillage de proximité pour nos services publics : médecins en dispensaires, adossés aux pharmacies, en milieu rural ou dans les quartiers sensibles ; enseignants au sein même des grands ensembles, assurant le soutien scolaire ; avocats assurant une aide juridique de

proximité. Un nouveau départ pour rebâtir le dialogue social. Je propose que nous choissions la voie d'une cogestion à la française, pour permettre la participation des salariés au destin de l'entreprise et aux décisions concernant la stratégie, les emplois, les salaires. Un nouveau départ, dans la dignité et dans l'espoir. Car il ne tient qu'à nous de reprendre en main notre destin.